



HAL
open science

Les épreuves de l’insertion des jeunes. Les limites de l’idée “ adéquationniste ”

François Dubet

► **To cite this version:**

François Dubet. Les épreuves de l’insertion des jeunes. Les limites de l’idée “ adéquationniste ”. Cahiers de sociologie économique et culturelle, 2013, L’insertion des jeunes, 56, pp.57-71. 10.3406/casec.2013.1276 . hal-04012181

HAL Id: hal-04012181

<https://hal.science/hal-04012181>

Submitted on 2 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les épreuves de l'insertion des jeunes. Les limites de l'idée « adéquationniste »

François Dubet

Abstract

The massification of the French educational system since the early 1960's was supported by the conviction, profoundly anchored in the egalitarian, meritocratic and corporatist traditions of the Republic, that each diploma warrants a corresponding professional status. If this "adequationist" conviction has been relevant to a certain degree during the period of economic growth and expansion of employment, it has now become, in a period of crisis, a source of exclusion (of those who do not possess a diploma), of fierce competition, and of widening inequalities.

Résumé

En France, la massification de l'enseignement secondaire et supérieur s'est réalisée à partir des années 1960 avec la conviction, bien ancrée dans les traditions égalitaires, méritocratiques et corporatistes de la République, que tout diplôme est le garant d'un statut professionnel correspondant. Si cette conviction «adéquationniste» a pu conserver une certaine pertinence pendant la période de forte croissance de l'économie et des emplois, il n'en va plus de même dans le contexte contemporain de la crise de l'emploi, où elle devient source d'exclusion des non diplômés, de compétition sauvage et de renforcement des inégalités.

Citer ce document / Cite this document :

Dubet François. Les épreuves de l'insertion des jeunes. Les limites de l'idée « adéquationniste ». In: Cahiers de sociologie économique et culturelle, n°56, 2013. L'insertion des jeunes. pp. 57-71;

doi : <https://doi.org/10.3406/casec.2013.1276>

https://www.persee.fr/doc/casec_0761-9871_2013_num_56_1_1276

Fichier pdf généré le 03/11/2022

LES ÉPREUVES DE L'INSERTION DES JEUNES

LES LIMITES DE L'IDÉE « ADÉQUATIONNISTE »

François DUBET

Aujourd'hui, quand on s'intéresse aux questions de la formation et de l'emploi, on part généralement d'un double constat, perçu comme indiscutable. On constate d'abord, en France et partout ailleurs, que plus les individus sont diplômés, mieux ils sont payés, et moins ils sont chômeurs. C'est une loi comme peuvent l'être des lois statistiques : de manière globale tendancielle moyenne, plus vous avez fait des études, plus vos chances d'accéder à l'emploi sont fortes, et plus vos chances d'être bien payé quand vous démarrez dans l'emploi sont fortes. Les études, c'est bon pour les individus qui en font.

Deuxième constat, moins solide, mais qui fait aussi partie de nos croyances collectives : plus les individus sont diplômés, plus ils créent ce que la *mainstream* théorique aujourd'hui appelle du capital social. Plus vous avez fait d'études, plus vous êtes intelligent, plus vous êtes dynamique, plus vous êtes libéral. A l'exception de la France, être qualifié de libéral, c'est un compliment. On constate effectivement que plus les individus ont fait des études, plus ils sont entrepreneurs, tolérants, civiques, plus ils paient le tram qu'ils empruntent, etc.

Donc, il faut que nous fassions beaucoup d'études parce que c'est bon pour les individus qui en font, et c'est bon pour la société puisque les études produisent des individus qui ont des qualités sociales qui seront bonnes pour l'ensemble de la société. Dès lors, ce constat, fondé il y a près de 50 ans, à Chicago par Gary Becker, est accepté par tout le monde et tous les pays du monde qui le peuvent développent les systèmes d'enseignement supérieur et allongent les études. Quelques pays d'Amérique latine ont un taux d'accès à l'enseignement supérieur proches de celui des pays d'Europe. Les Anglais étaient en retard et ont accéléré le pas, de façon à ce que tout le monde investisse dans ce modèle de l'économie de la connaissance, des sociétés ouvertes, démocratiques. On pourrait arrêter là la conférence en disant : faites des études, c'est bon pour vous et pour la société.

Ce raisonnement est bon en gros et très discutable en détail. Le caractère bénéfique et positif de ce raisonnement dépend considérablement de la manière dont on ouvre les systèmes scolaires et dont on les massifie, et il dépend aussi de la manière dont on conçoit les relations entre le diplôme et l'emploi. Par exemple, il est arrivé que certains pays d'Afrique, convaincus de cette nécessité de développer l'enseignement supérieur, l'ont massivement développé, au dépend de l'enseignement primaire et secondaire, et ont créé des phénomènes *d'over education*. C'est-à-dire que le nombre de gens diplômés du supérieur est considérablement plus élevé que ce que pourrait absorber le marché de l'emploi, et le chauffeur de taxi a trois ans d'études universitaires. Et ce n'est pas très bon, parce qu'il est un peu désagréable, parce qu'il a le sentiment que ses investissements n'ont pas été rentabilisés. Mais on voit bien que dans l'ensemble, ce raisonnement est peu contestable.

LE MODÈLE DE L'ADÉQUATION

En France, ce processus de massification de l'enseignement a été fondé et reste dans l'imaginaire fondé sur ce qu'on pourrait appeler (selon une expression d'un sociologue français, Eric Verdier) le modèle adéquationniste. C'est-à-dire sur l'idée qu'à chaque niveau de diplôme doit correspondre un niveau d'emploi. Le rêve est celui d'une adéquation entre le diplôme et l'emploi : j'ai bac + 3, j'ai droit à tel type d'emploi. C'est l'idée que ce système doit reposer sur une correspondance, une adéquation entre le niveau de diplôme et le niveau de l'emploi. Cette croyance adéquationniste a longtemps été vraie, fondée. Je vous en parle d'autant plus facilement que je suis totalement bénéficiaire de ce modèle. Pendant très longtemps, nous avons eu un système scolaire malthusien, c'est-à-dire avare en termes de qualifications scolaires. En 1902, 2 % des Français atteignent le bac, environ 30 % des Français obtiennent le certificat d'études. En 1950, on atteint le taux exorbitant de 5 % d'une classe d'âge qui passe le bac. Comme disait Sartre, qui a été professeur de philosophie au Havre : le baccalauréat était à cette époque-là un certificat d'entrée dans la bourgeoisie. En 1950, la moitié des Français n'ont toujours pas le niveau du certificat d'études. Je rappelle ces données pour ceux qui vous disent : avant, c'était formidable, tous les élèves étaient intelligents ! Il ne fallait pas regarder dans les coins et dans les campagnes.

Le miracle s'est produit dans les années 60, les années où j'ai eu la chance de passer le bac. On passe de 5 à 10, 12, 15 % d'une classe d'âge qui atteint le bac. A partir de 1960, la moitié des élèves rentrent en 6^e. Enorme effort de massification scolaire. Non seulement le système d'adéquation du diplôme et de l'emploi se maintient, mais il se renforce. L'économie, le marché du travail, a des besoins très supérieurs à la production de diplômes. Ceci a cristallisé notre imaginaire scolaire. En 1964, quand je passe le bac, la rentabilité, l'utilité du bac sur le marché du travail est supérieure à ce qu'elle était en 1950. Il y a presque trois fois plus de bacheliers, et le bac a une valeur d'achat plus considérable que vingt ans plus tôt : croissance économique, il faut des cadres, des techniciens, des fonctionnaires, des professeurs, des instituteurs...

Il y a une aspiration extraordinaire et même, dans cette période, une surqualification professionnelle par rapport à la qualification scolaire. Vous entrez comme technicien dans une entreprise, l'entreprise a besoin de vous qualifier, vous devenez ingénieur. Ce mécanisme n'est pas lié au niveau réel des élèves, il dépend de la rencontre entre la machine à produire des diplômes et la machine à produire des emplois. Quand la machine à produire des diplômes est en croissance et que la machine à produire des emplois est encore plus en croissance, l'adéquation est possible et c'est agréable pour les individus. Les efforts scolaires, fussent-ils légers, étaient assez vite rentabilisés. C'est un mécanisme d'une rentabilité exceptionnelle. Et j'ajoute pour l'anecdote qu'en 1968, période assez drôle dans laquelle tous les candidats au bac l'ont eu (sans le passer), c'est l'année où la rentabilité sociale du baccalauréat était maximum. C'est là où les bacheliers étaient les plus « nuls », puisqu'ils n'avaient même pas passé le bac, et c'est là où le bac a été le plus utile socialement parce que l'économie tirait complètement les gens. Ce n'est pas une affaire de niveau des élèves, c'est un problème mécanique assez simple.

On a vécu dans ce moment-là une période miraculeuse mais qu'en France, nous considérons comme la période normale et le modèle sur lequel on devrait s'appuyer. Ce miracle est d'autant plus fort que dans ces années de croissance économique, la plupart des gens accèdent à l'emploi sans diplôme, et ça ne pénalise pas. Les ouvriers qui travaillent sur les docks du Havre n'ont pas de diplôme. Les paysans qui sont encore 20 %

de la population n'ont pas de diplôme. Les ouvriers de la sidérurgie lorraine sont ouvriers de la sidérurgie parce que leur père était ouvrier de la sidérurgie. Et dans une société où la plupart des femmes ont comme avenir social d'être ménagère, Monsieur gagne le pain, Madame est au foyer et dans ce modèle familial, les femmes n'ont pas massivement besoin de diplôme. D'ailleurs, dans le modèle scolaire, on ne pousse pas les filles, parce que leur vrai destin n'est pas de devenir cadre supérieur !

Ceux qui ont des diplômes en bénéficient. Ceux qui n'en ont pas ne sont pas pénalisés. Avoir un diplôme, c'est mieux. Mais ne pas avoir de diplôme, ce n'est pas une tragédie, parce que de toute façon il y a une place qui vous attend, que ce soit dans les champs, dans les usines, etc. Donc, si vous passez des diplômes, vous avez l'adéquation. Si vous n'avez pas de diplôme, vous n'êtes pas pénalisé parce qu'on est encore dans un modèle malthusien où s'il y a 20 % de bacheliers, ne pas avoir le bac n'est pas un stigmate. Etre dans les 80 % de la population qui n'ont pas le bac, ne signifie pas que vous êtes un quasi handicapé mental. C'est ce qu'on a appelé, dans une formule qu'on doit à un grand sociologue français, Jacques Chirac, l'ascenseur social. En créant une sorte d'illusion : à cette époque-là, les diplômes étaient rentables et l'école assurait la promotion sociale. Mais ce n'est pas tellement l'école qui assurait la promotion sociale. Ce qui assurait la promotion sociale, c'était le mode d'adéquation entre la production des diplômes et la production des postes de travail. En fait, la mobilité sociale était structurelle. Ce n'était pas tellement des aventures individuelles – pour prendre un exemple normand, avec Annie Ernaux qui quitte le bistrot de ses parents à Yvetot, qui devient agrégée de lettres grâce à son courage. Pour les autres, on est pris dans un mécanisme de mobilité. Les enfants des ouvriers deviennent employés. Les enfants des employés deviennent techniciens. Les enfants de techniciens deviennent ingénieurs. Les enfants d'instituteurs deviennent professeurs et les ouvriers sont remplacés par des immigrés. Tout le monde grimpe. Mais ce n'est pas l'ascenseur qui monte, c'est l'immeuble qui s'élève.

QUELLES JUSTIFICATIONS ?

Comment justifiait-on ce modèle adéquationniste ? D'abord, il y a toujours eu l'idée en France que l'école crée des inégalités justes alors que le marché crée des inégalités injustes. La réussite par l'école est honorable,

la réussite par l'économie est suspecte. C'est un modèle français que l'on ne trouve pas dans des pays qui ne valent pas plus et pas moins que le nôtre. Chez nous, il y a l'idée que la promotion grâce à l'école est une promotion vertueuse. La promotion grâce au capitalisme est une promotion suspecte.

Si j'avais le temps, je vous expliquerais comment tout ça s'est cristallisé au XIXe siècle, dans un pays qui croit à la vertu de l'Etat et qui croit que le marché corrompt. C'est ce modèle qui fait que l'école créerait des inégalités justes : il est juste d'être promu quand on est un bon élève ; c'est juste de ne pas être promu quand on est un mauvais élève. N'importe quel conseil de classe de 3^e met en œuvre cette croyance sans l'ombre d'une hésitation : tu es un bon élève, tu iras là, tu es un mauvais élève, tu iras là.

Ce modèle fait qu'on a intérêt à développer le système scolaire comme producteur d'inégalités justes, face au capitalisme, producteur d'inégalités injustes. Il est juste qu'un agrégé soit mieux payé qu'un certifié, mais qu'un patron soit mieux payé, ce n'est pas si juste que ça, ça se discute. C'est une croyance que nous avons et que nous avons encore, bien plus qu'on ne l'imagine.

Ce modèle de hiérarchie scolaire a été très fortement intériorisé par les organisations syndicales qui ont trouvé dans l'adéquation diplôme-poste une manière de résister à l'arbitraire patronal. Au fond, ça permet de réguler l'accès aux hiérarchies professionnelles, plutôt que de les confier à l'arbitraire patronal et aux négociations locales. Et toutes les professions ont utilisé largement ce système pour se fermer, pour créer un marché fermé : vous voulez rentrer chez nous, il y a un concours un examen. Ce n'est pas un marché ouvert. On dénonce les corporations des autres, mais en général, on n'est pas totalement hostile à la sienne. On a trouvé dans cette adéquation une manière de réguler l'entrée dans un marché du travail. Non seulement les inégalités scolaires seraient justes, mais elles permettent de réguler efficacement le marché du travail, plus exactement l'accès aux positions professionnelles. Ce qui est quelquefois très étrange, car sur certains marchés, on ne comprend pas en quoi le diplôme est une mesure... Ce qui fait d'ailleurs qu'en France, ce modèle a fait que bien souvent, les employeurs se dispensent de recruter en considérant que le

diplôme est un signe suffisant. Ce n'est pas la peine que je fasse un entretien d'embauche parce que quand le marché est ouvert, le diplôme est un signe. Surtout, l'absence de diplôme est un mauvais signe.

Donc, c'est un modèle qu'on a justifié pour des raisons profondes de conception de la justice sociale, parce que nous avons une confiance extrêmement en l'école, comme capable de produire des inégalités justes, face à un marché produisant des inégalités injustes. Les syndicats sont situés dans l'interface et ont construit des systèmes d'adéquation locaux, professionnels. Les conventions collectives, les syndicats, tout cet univers de négociation entre les patrons et les syndicats.

LA CRISE D'UN MODÈLE

Ce que nous vivons aujourd'hui, c'est la crise de ce modèle. De mon point de vue, nous nous arc-boutons (nous, comme société) sur un modèle dont on voit qu'il est en train de nous lâcher, qu'il fait eau de toute part. Ou, pour parler comme Raymond Boudon, dont les effets pervers sont quand même de plus en plus massifs.

On produit beaucoup de diplômés et évidemment, l'économie, indépendamment de la crise dans laquelle nous sommes, ne produit pas d'emplois correspondant à l'imaginaire de l'adéquation. Si demain, on a le plein emploi, avec 75 ou 80 % d'une classe d'âge qui a le bac, on ne peut plus faire croire à tous les bacheliers qu'ils seront des cadres moyens. Ils seront employés de base parce que l'économie n'emploiera pas 75 % de cadres moyens.

Première conséquence : la dégradation considérable du sort des non diplômés. Quand j'étais jeune, si je n'avais pas le bac, je n'étais pas tenu pour un incapable. Quand 80 % de la population a le bac, les 20 % qui ne l'ont pas manifestent un défaut de fabrication, un vice de forme. Si un diplôme est donné à 80 % de la population et que vous ne l'avez pas, c'est que vous avez un problème ! Donc, alors que nous avons la capacité de produire des diplômés sans stigmatiser ceux qui n'en avaient pas – et c'est mécanique –, les non diplômés se trouvent porter un stigmate, plus ou moins fort, mais un stigmate. Ils ont un problème. On voit dans tous les pays que la dégradation économique et morale des non diplômés

s'accroît. J'ai fait en 2006 une enquête sur le sentiment d'injustice au travail. Je demandais à des gens de 35 ans qui occupaient des postes absolument pas qualifiés : pourquoi occupez-vous ce poste ? Tous m'ont répondu : parce que « j'ai fait le con » à l'école. Le sort des non diplômés s'est dégradé ; au fond, ils étaient en bas et ils deviennent exclus. Ils étaient dedans et en bas, ils deviennent en bas, mais dehors.

Deuxième conséquence : le sentiment de déclassement croissant. Il y a deux manières de définir le déclassement. Vous pouvez le définir en disant : on est déclassé quand on n'occupe pas la même position que ses parents. En fait il n'y a pas tellement de déclassement de ce point de vue-là. En revanche, le cas des gens qui ont le sentiment d'être déclassés par rapport à leur parcours scolaire est bien plus présent. Pour obtenir le même bien social, il faut des qualités scolaires très supérieures à celles de votre père. Autrement dit pour obtenir la même position que la génération d'avant, il faut un investissement scolaire bien plus considérable, qui crée un sentiment d'amertume, de chute sociale. Il se crée un sentiment de chute, de déclassement, qu'on observe y compris dans les milieux populaires. Mes parents arrivent du Maghreb, mon père est ouvrier non qualifié et il est à peine alphabétisé en français. J'ai fait des études en France, j'ai passé le bac et on me propose le même emploi qu'à mon père ! Le niveau de correspondance diplôme-emploi s'est simplement déplacé. Ce n'est pas scandaleux qu'avec le bac, je retrouve le même emploi que mon père, mais je le vis comme une humiliation, une chute, un déclassement. Bien sûr, le diplôme reste utile. Il vaut mieux avoir des diplômes que ne pas en avoir. Mais il faut en avoir de plus en plus pour obtenir la même statut. Si je considère que le diplôme, c'est de la monnaie et que l'emploi, c'est le bien qu'on achète avec, on engendre de l'inflation : il faut de plus en plus de monnaie pour acheter le même emploi. C'est un phénomène extrêmement important, qui explique dans une grande mesure un pessimisme social extrêmement profond : l'école ne tient pas ses promesses, on m'avait promis l'adéquation et il n'y a pas d'adéquation.

Troisième phénomène qu'on observe à travers les enquêtes Cereq : non seulement il n'y a pas d'adéquation de niveau entre la production de diplôme et le marché du travail, mais il n'y a pas d'adéquation qualitative.

Les enquêtes Cereq montrent que la moitié des étudiants vont occuper des emplois qui n'ont aucun lien avec leur formation. C'est quand même beaucoup. Ça ne veut pas dire qu'ils ont perdu leur temps, parce qu'ils ont acquis un certain niveau scolaire. Mais le travail qu'ils feront n'est pas, dans la moitié des cas, adéquat à leurs études. Ils ont fait des études d'histoire et ils travaillent dans une grande surface. C'est ce qui explique le pessimisme : on fait des efforts et à la fin, on se fait « avoir ».

La rupture de l'adéquation a des conséquences sur le système scolaire lui-même. Je vais donner une sorte de théorème que nous avons inventé avec Marie Duru-Bellat : plus l'emprise des diplômes est forte, plus les inégalités scolaires sont grandes et plus les inégalités scolaires se reproduisent. Qu'est-ce que ça veut dire ? Plus le diplôme joue un rôle déterminant dans le niveau de revenu de l'individu en début de carrière, et plus il joue un rôle déterminant dans l'accès à l'emploi, plus les inégalités scolaires sont grandes. Le diplôme est toujours favorable à celui qui le possède, mais il joue un rôle plus ou moins déterminant selon les sociétés. Plus l'emprise du diplôme est forte, plus les inégalités scolaires, qu'on mesure très précisément grâce aux enquêtes Pisa, sont fortes. Pour quelle raison ? Si vous avez compris, en tant que parents, que la quasi totalité de l'avenir social de vos enfants dépend de leur niveau scolaire, vous avez intérêt à optimiser les ressources scolaires dont vous disposez parce que ce qui fait la valeur d'un diplôme, c'est sa rareté relative. Toutes les familles de classe moyenne supérieure en France se comportent scolairement avec leurs enfants comme les jockeys n'oseraient guère le faire avec leurs chevaux. C'est-à-dire : je choisis la meilleure école maternelle, le meilleur collègue, la meilleure filière, je paie des leçons particulières parce que je suis convaincu que l'emprise des diplômes est si totale que je veux que mes enfants obtiennent le diplôme ayant la plus grande utilité. La plus grande utilité du diplôme est liée à la sélectivité du diplôme. Un diplôme sélectif a une utilité plus forte qu'un diplôme non sélectif.

LES EFFETS SUR L'ÉDUCATION

En France, on est dans ce modèle. Et en même temps, on attend de l'école qu'elle soit égalitaire et juste. Et plus on croit à l'utilité et à la justice des titres scolaires, plus on développe pratiquement les inégalités scolaires. On peut tracer la courbe des inégalités sociales et la courbe des

inégalités scolaires. Au Canada, la courbe des inégalités sociales est plus accentuée que la courbe des inégalités scolaires. Ça veut dire qu'au Canada, l'école réduit les inégalités sociales. En France, l'école accentue les inégalités sociales ; les inégalités scolaires sont plus grandes que ne le sont les inégalités sociales. Si le destin scolaire de vos enfants ne dépend que de l'école, le rôle du bon parent est de s'assurer qu'ils ont le maximum de différenciation scolaire leur permettant de réussir. Quel parent dirait : je vais mettre mon enfant dans un collège lamentable parce que je crois dans les valeurs de la république ?

Plus le désajustement s'accroît, plus le modèle adéquationniste est menacé, plus se développe un rapport stratégique et concurrentiel à l'école. Ce qu'on attend de l'école, ce n'est plus du tout de la culture, c'est qu'elle optimise les ressources scolaires qui permettront de faire des différences. Les Terminale S sont remplies d'élèves qui déclarent explicitement ne pas aimer les sciences et avoir l'intention de n'en faire jamais. Mais un bon élève fait S parce que c'est là qu'il y a les autres bons élèves, l'atmosphère de travail et éventuellement les professeurs les plus exigeants. C'est comme ça. Les gens jouent le jeu qu'ils jouent parce qu'ils n'ont pas tellement d'autres jeux à jouer. Ce qui fait que dans ce rapport de plus en plus instrumental et de plus en plus concurrentiel à l'école, se développe un sentiment croissant d'injustice à l'égard de l'école. Aujourd'hui, tout le monde sait que l'école n'est pas juste, mais il n'y a pas le choix de faire autrement.

Ce sentiment d'injustice croissant a un effet sur lequel beaucoup d'entre vous travaillent : les élèves qui sont engagés dans une compétition où ils ont toutes les chances d'échouer, vont haïr l'école, et ne plus jouer un jeu dans lequel ils sont certains de perdre. A quoi ça sert d'aller à l'école si je n'y vais que pour apprendre que je ne gagnerai rien. Voire pire. Les élèves les plus radicaux, pour éviter les stigmates de l'échec scolaire, se retournent contre l'école afin de sauver leur dignité.

Le conseiller d'orientation psychologue, dans les enquêtes faites par Gilles Kepel dans le 93, est plus impopulaire auprès des adolescents que ne l'est le policier. Parce que le conseiller d'orientation psychologue est celui qui fait revenir le principe de réalité en disant : tu es rentré dans une machine qui t'a promis l'adéquation si tu travaillais, et je suis celui chargé

de t'annoncer que tu as le choix entre rien et rien. Et que le mieux serait d'ailleurs que tu en fasses un projet personnel !

Mon hypothèse est que plus on s'engage dans ce mécanisme, plus on va avoir de concurrence scolaire. Plus on aura d'inégalités scolaires et de concurrence scolaire, plus le nombre de décrocheurs augmentera ; et plus le nombre d'élèves qui détesteront l'école augmentera. Si l'école est la grande institution chargée de hiérarchiser les individus, et si l'adéquation ne joue plus ou si elle joue de plus en plus difficilement, l'école n'est plus tellement le monde des héritiers et des boursiers, c'est un monde avec des vainqueurs et des vaincus. Les vainqueurs savent bien qu'il faut jouer la sélection. Vous le savez parfaitement. Les inégalités structurelles à l'école se sont transformées complètement. Il suffit de regarder la hiérarchie des choix à la sortie du lycée, c'est parfaitement organisé, prévisible en fonction des résultats scolaires. Arrêtons de nous payer de mots ! La sélection commande le système. La non sélection, c'est le reste de ceux qui n'ont pas été sélectionnés. Je dis « reste » dans un sens absolument pas péjoratif. On finit toujours par s'en sortir. Mais quel détour pour s'en sortir !

Quant à l'effet de cohésion sociale de ce système, je ne suis pas certain qu'il soit garanti. On observe que les gens qui font des études sont plus libéraux, au sens anglo-saxon, sont plus civiques, plus confiants, ils respectent plus le code de la route, ils paient leurs impôts et mettent plus leur ticket dans le tram que ceux qui n'ont pas fait d'études. On ne s'aperçoit pas pour autant – ce que les sociologues appellent le paradoxe écologique – que ces vertus individuelles deviennent les vertus de la société. L'exemple type, ce sont les Etats-Unis : le taux d'étudiants augmente, les étudiants sont moins racistes, plus libéraux, plus vertueux que les autres. Et la criminalité augmente aux Etats-Unis en même temps. La France ne se manifeste pas par l'explosion de la vertu corrélée au nombre d'étudiants. L'effet de cette cohésion sur les uns se manifeste par un sentiment d'amertume, d'abandon, d'aigreur chez les autres. On ne gagne pas à tous les coups dans cette affaire.

UN MODÈLE POUR LES ÉLITES

Pourtant, tout se passe comme si la France continuait à croire à ce modèle adéquationniste. On continue à y croire parce que les élites sont produites de cette façon. Je ne suis pas hostile aux grandes écoles. Pourquoi pas ? Qu'il y ait 400 élèves qui rentrent à l'Ecole polytechnique, pourquoi pas, ce n'est pas grave ! Mais le problème, c'est que dans notre système scolaire, la production des élites commande la totalité du système. Le programme des élèves de 6^e est fait au cas où il y en aurait un qui irait à l'Ecole polytechnique. Comme l'adéquation garantit en haut, la totalité du système est organisée comme ça.

Je vais à peine caricaturer. Qu'est-ce que le programme de 6^e ? C'est ce qui permet d'aller en 5^e, en 4^e, en 3^e. Qu'est-ce que le bac ? C'est ce qui permet de faire une classe prépa. Qu'est-ce qu'une classe prépa ? C'est ce qui permet d'aller dans une grande école. Et en France, le 2^e de l'Ecole polytechnique a vaguement échoué, parce que le modèle de la voie royale continue à peser, notamment parce que les enseignants en sont les produits moyens. Ce modèle fonctionne en haut, et comme il fonctionne en haut, la revendication démocratique latente est qu'il fonctionne partout. L'école juste en France, ça serait une école où tout le monde aurait les mêmes chances d'aller à l'Ecole polytechnique. Le programme ambitieux n'est pas fait pour les élèves tels qu'ils sont, il est fait pour les élèves qui sont au-dessus de la hiérarchie.

Dans les enquêtes sur le stress des élèves, la pression sur les élèves, trois pays se détachent : la France, le Japon et la Corée. 83 % des étudiants français font des stages, 31 % des étudiants anglais. On a construit des formations qui vendent et promettent l'adéquation. On a multiplié les master pros, les licences pros, les stages obligatoires, comme recherche permanente d'adéquation. Vous savez comme moi que c'est à la fois très bien, mais que l'évaluation sérieuse des masters pros est loin d'être la règle.

QUELQUES COMPARAISONS

Souvent, on est persuadé que cette recherche d'adéquation participe d'un modèle néolibéral. Souvent, on dit : c'est l'exigence des entreprises,

le néolibéralisme qui fait qu'on va nous imposer tous ces dispositifs. Je pense que ce sont des histoires qu'on se raconte. Le rêve adéquationniste, c'est un rêve autonome, un rêve endogène au monde scolaire et universitaire. C'est notre modèle social et politique. Il est possible de démontrer en comparant des pays comparables, qui sont la France, l'Angleterre et la Suède. C'est intéressant parce que la France est le pays de l'Etat, la Suède est le pays du *deal* permanent entre l'Etat, la classe dirigeante et les syndicats, et l'Angleterre est un pays libéral classique, et même plutôt brutal dans la famille des pays libéraux. Comment gèrent-ils ce rapport, cette adéquation ? On découvre notre propre singularité en allant voir la singularité des autres.

En Angleterre, le pays le plus libéral, la notion d'adéquation est remplacée par la notion d'employabilité. Le modèle n'est pas de dire : on va avoir une adéquation diplôme-emploi, mais : il faut fabriquer des gens capables d'être employés. Les mots ont une importance : des gens capables d'être employés. Ça se manifeste dans le recrutement dans l'enseignement supérieur. Tout le système anglais est sélectif, même si, comme c'est le cas en Angleterre, au Canada et aux Etats-Unis et en Allemagne, tous les candidats trouvent une place. Comment est-on recruté à l'université ? On est recruté sur la base des qualités personnelles. C'est la rhétorique. La réalité est toujours différente de la rhétorique. On recrute les gens sur la base de leurs qualités personnelles plus que sur leurs diplômes. Grosso modo, on fait de vrais entretiens d'embauche. Il ne suffit pas d'avoir le diplôme. En tout cas, en Angleterre, les employeurs recrutent plus qu'ils ne le font en France. Ils choisissent une personne plus que le signe d'une qualification. Ça étonne beaucoup les Français de voir que des responsables anglais ont des parcours scolaires bizarres par rapport à leur poste de responsabilité. C'est un pays libéral, ça veut dire que l'individu est une valeur centrale. La France est un pays qui fait beaucoup plus confiance à l'Etat qui certifie des individus qu'aux individus eux-mêmes. C'est plutôt le modèle de recrutement qui fait qu'en Angleterre, le poids du diplôme dans l'accès au travail est moins élevé qu'en France.

Deuxièmement, la sélection universitaire en Grande-Bretagne se base sur les notes. Il vaut mieux être un bon élève pour aller dans la bonne

université. Mais il faut aussi émettre une vraie lettre de motivation – d'ailleurs, les Anglais ont mis en place un système anti-fraude de lettres de motivation. Le recrutement repose aussi sur les jugements que les enseignants du lycée portent sur l'élève. Les enseignants engagent la réputation de l'établissement à l'égard de l'université. Les enseignants ne peuvent pas faire trop de bêtises. S'ils ont donné de mauvais conseils, évidemment, ils perdent leur crédibilité.

En France, c'est l'âge, les notes au bac, etc et l'étudiant choisit en fonction des utilités supposées et donc de la sélectivité des formations. Mais pour la partie non sélectionnée, il n'y a pas d'adéquation forte et l'étudiant n'est pas « accueilli » par l'université. Ce qui explique des taux d'abandons et d'échec considérables.

On voit très bien les différences quand on observe les dispositifs destinés aux étudiants venus des milieux défavorisés. En France, le modèle des cordées de la réussite consiste à dire : si un excellent élève d'un collège difficile est identifié par les profs, on va le mettre dans un internat d'excellence, où il rejoindra les élites de la République, afin de démontrer que la République est grande. On est vraiment sur le mérite scolaire comme unique critère de réussite. Les Anglais ont un système qui consiste à dire aux gens : vous entrez à l'université et on va vous aider à faire les formations qui vous permettront de mener les projets que vous avez envie de réaliser. La conséquence, c'est que le taux d'enfants de migrants dans l'enseignement supérieur anglais est devenu très supérieur au taux d'enfants des catégories populaires blanches anglaises. Les fils de prolétaires anglais accèdent moins à l'université que les fils de migrants, à qui on dit : l'université va vous permettre de développer les projets d'employabilité que vous avez envie de développer, donnez-nous des preuves. Je signale que dans ces universités, le fait que les étudiants travaillent est une donnée de base et la totalité de l'enseignement est compatible avec le fait d'avoir une activité salariée à temps partiel.

En Suède, on vous laisse du temps pour construire votre propre destin. C'est très bien fait. Vous avez 18 ans. Si vous êtes dans une famille scandinave normale, on quitte sa famille à 18 ans. Et l'Etat suédois va garantir 6 années d'études que vous prenez quand vous voulez et il va vous donner une allocation qui est exactement la moitié de ce qu'il vous

faut pour vivre « modestement ». L'autre moitié, vous allez la chercher. Comme la société est très égalitaire, ce n'est pas les parents qui alimentent. Donc, on fait des jobs divers, du baby-sitting, etc. On se débrouille. On a six ans pour construire sa vie. C'est très centré sur l'individu. A la différence de l'Angleterre, c'est très soutenu par l'Etat et très centré sur l'individu qui doit faire lui-même ses projets. Ce qui équivaut à la professionnalisation à la française, c'est plutôt le modèle de la construction d'une expérience personnelle. C'est le temps que me donne la société pour que je sache ce que je veux. Ça marche d'autant mieux que le système de formation professionnelle tout au long de la vie étant extrêmement puissant, vous n'êtes pas abandonné. Quand les Suédois évaluent le caractère démocratique de leur système, ils n'évaluent pas par l'origine sociale des étudiants, mais par le nombre d'étudiants qui sortent du salariat pour revenir aux études. Ils sont dans un système de formation permanente. L'université va sanctionner et qualifier de formations professionnelles acquises par l'étudiant ici et là. C'est tout à fait différent de notre modèle. Les étudiants sont plus optimistes et ont beaucoup plus confiance en eux-mêmes que les étudiants français.

Pour conclure, j'emploierai une métaphore ferroviaire. Au fond, le modèle français est le modèle du TGV. Il faut prendre le bon TGV, en étant sûr de la bonne direction et en priant pour qu'il arrive au bout. C'est-à-dire un an d'avance, une terminale S, une classe prépa, la bonne école, et à la fin : l'adéquation. Problème : il y a beaucoup moins de places dans le TGV qu'il n'y a de voyageurs. Deuxième problème : pourvu que je ne me sois pas trompé de TGV. L'idéal scolaire est le suivant : j'ai l'adéquation si je suis un bon élève, avec un parcours parfait. Autrement, je tombe dans les parcours d'externalisation, les dispositifs qui vont essayer de récupérer... Ce qui fait qu'en France, on a multiplié les dispositifs de ceux qui tombent du TGV ou qui n'ont pas pris le TGV. Il y a les missions locales, mais il n'y a pas que ça, il y a mille choses pour récupérer les blessés, les ratés, les éclopés de ce système, qui reste la norme de notre système scolaire, même s'il ne concerne plus qu'une minorité d'élèves.

En Angleterre, le parcours étudiant est plutôt un parcours en taxi. On a le sentiment de choisir, on peut se tromper, mais il faut de l'argent. En France, contrairement à la légende, il faut aussi de l'argent car le prix des

études n'est pas réductible au prix de l'inscription à l'université. Quand vous comptez le prix des études, de la chambre, etc., la France n'est pas si admirable qu'on le croit et le nombre des étudiants pauvres s'accroît.

La Suède, ce n'est ni le TGV ni le taxi, c'est le métro. Vous êtes pris en charge, comme dans le métro : si vous changez d'avis, vous changez de quai et vous repartez dans une autre direction. Vous fabriquez votre parcours vous-même. En France, au lieu d'avoir un système de formation qui arme les individus pour qu'ils affrontent un marché du travail extrêmement mobile, extrêmement instable, qu'ils soient eux-mêmes les acteurs de leur parcours et de leur histoire, on a un système qui ne peut pas se défaire de l'idée que l'Etat doit garantir un parcours et une adéquation. Toute la tragédie est qu'il la garantit si vous avez un bac S mention très bien et qu'après, le système de garantie décline très sensiblement. Mais la revendication serait que tout le monde finisse par avoir cette garantie dont on sait bien qu'elle ne fonctionne pas.

* * *

Il faudrait que nous abandonnions très largement ce rêve adéquationniste et que le système de formation s'occupe de former des individus, des sujets, des gens capables d'agir, et capables d'affronter eux-mêmes le marché du travail, plutôt que de les mettre dans des tubes dont la plupart ne débouchent plus ou beaucoup plus bas qu'on l'imagine. C'est un changement de raisonnement extrêmement difficile parce que toute notre histoire scolaire a été construite sur l'idée que les inégalités scolaires étaient plus justes que les autres, et que l'adéquation était une forme de justice et de vertu collective.

François Dubet

Sociologue

Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Centre Emile Durkheim (UMR CNRS 5116)

Professeur émérite à l'Université de Bordeaux